

Amerique Latine Modernité et projet Anti-hégémonique

Latin America: Modernity and the Anti-Hegemony Project

Álvaro MÁRQUEZ-FERNÁNDEZ

Doctorado en Ciencias Humanas. Universidad del Zulia, Venezuela.

RESUMEN

En la América Latina los procesos de modernización de sus sistemas de representación, participación y producción, han terminado por consolidar la expansión de la economía del liberalismo económico. Aunque las transformaciones políticas logradas en nuestro continente se han efectuado en casi absoluta correspondencia con los programas hegemónicos de ese modelo social, las diversas crisis de legitimidad por las que regularmente atraviesan nuestras democracias, terminan por poner en evidencia las conflictivas relaciones entre el Estado, la ciudadanía política y la renta del capital. La relativa pluralidad democrática de los sistemas políticos latinoamericanos, debe ser considerada como una condición (mínima), en el camino para la construcción de nuevas formas de participación popular cuyo principal horizonte debe seguir siendo la identidad cultural, la integración regional, y un concepto libertario del poder.

Palabras clave: América Latina, Modernidad, Antihegemonía, Democracia.

ABSTRACT

In Latin America, the processes of the modernization of systems of representation, participation and production have resulted in the consolidation of the expansion of the economic liberalism economy. Even though the political transformations achieved in our continent were carried out in almost total compliance with hegemonic programs of this social program, the diverse legitimacy crisis which our democracies undergo regularly, end by pointing out the conflictive relations between State, political citizenry, and capital gains. The relatively pluralistic democracy of latinamerican political systems should be considered as a (minimal) condition in the search for the construction of new forms of popular participation, the principal horizon of which should be cultural identity, regional integration, and a liberating concept of power.

Key words: Latin America, modernity, anti-hegemony, democracy.

Les relations entre le pouvoir politique et la participation sociale sont devenues de plus en plus conflictuelles en Amérique Latine lors des dernières décennies. Les causes ayant aggravé ce conflit sont diverses, mais l'une des principales est la crise hégémonique du modèle démocratique de représentation institutionnelle bourgeois. Ce dernier semble ne pas disposer de mécanismes de consensus suffisants qui lui permettraient de surmonter les relations sociales assymétriques qui sont à l'origine du conflit.

Face au grave déficit fiscal créé, v. gr., dans le cas de Venezuela, par la baisse des prix du pétrole et par la croissante dette extérieure de nos pays, la réponse néo-libérale de l'État qui a créé de nouvelles impositions fiscales et a libéré les prix des marchandises ne semble pas très convenable car ces mesures ont laissé le marché à la merci de sa "logique d'auto-régulation".

Le processus de réajustement de l'hégémonie capitaliste mondiale, surtout après la chute du "socialisme réel", avec l'internationalisation de la division sociale du travail, nous met face à des conditions de concurrence et de transfert scientifico-technologique qui rendent encore plus difficile notre développement culturel et historique.¹

Nous avons l'intention de faire une analyse philosophique-politique et socio-historique de ce que nous venons d'affirmer, en évaluant et critiquant ces événements de sorte de visualiser non seulement le présent mais aussi de faire un pronostic de l'avenir démocratique possible de notre pays et du continent latino-américain.²

Pour atteindre notre objectif, nous nous baserons sur l'analyse gramscienne de l'hégémonie comme une structure de domination politique et étatique et aussi social, idéologique et productive. Cette dernière nous permettra de comprendre le modèle de notre système de représentation démocratique ainsi que la notion de domination et consensus qui le caractérisent. Une telle interprétation nous permettra d'établir quelles seraient les propositions de changement nécessaires pour aboutir à un développement humain et politique plus pluraliste et souverain, en augmentant la participation du citoyen dans l'exercice public et collectif du pouvoir. Ceci met en évidence ce qui a été une constante dans les démocraties latino-américaines: la concentration du pouvoir et du contrôle sociale, exagérée et irrationnelle, entre les mains des minorités très engagées économiquement avec les capitaux nationaux et étrangers. Ces minorités interviennent non seulement dans les processus de production mais aussi dans la gestion législative de l'État. On conteste la formation des classes dominantes non seulement en raison de leur capacité économique pour organiser, selon leur intérêt, les relations sociales de la majorité du collectif humain, mais aussi à cause de leur capacité discursive et symbolique pour engendrer des "systèmes d'alliances" avec la "classe politique" dirigeante, afin d'universaliser son mode de vie, sa pensée.

La conséquence de ce processus d'hégémonie idéologique c'est la dépolitisation et privatisation presque immédiate de ce qui est public, surtout par le biais des mass-médias. Le collectif social majoritaire finit ainsi par être subordonné et exclu, non seulement des

1 Cfr. Márquez-Fernández. Alvaro. *Hégémonie et Philosophie Antihégémonique: Pouvoir Politique et Alternatives Démocratiques au Venezuela et en Amérique Latine*. 2 Vols. Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne. U.E.R. de Philosophie. 1993. 800 pp.

2 Un análisis más amplio puede ser visto en: Márquez-Fernández. Alvaro: "América Latina: Hegemonía, Modernidad y Democracia", *Concordia*, n° 30. Internationale Zeitschrift für Philosophie. Missionswissenschaftliches Institut Misio e.V. R.F.A. Aachen. 1996. pp. 65-87.

bénéfices de la redistribution de la richesse, mais aussi du débat idéologique et de l'opinion publique. La solution des demandes sociales est administrée bureaucratiquement, en réduisant la protestation et le non conformisme social au plan de décisions techniques, détachées de la réalité, ce qui promeut l'éloignement du peuple par rapport à l'exercice des pouvoirs politiques et étatiques de la société.

Face à cette réalité, de nouvelles forces sociales se sont constituées et renforcées, en marge de la rhétorique des Partis Politiques traditionnels, avec une capacité de dissidence grandissante.³ L'ouverture institutionnelle engendrée par ces nouvelles forces sociales au sein, v.gr., du Système Politique Vénézuélien, a rendu plus radical le discours qui fait la critique antihégémonique sur la possibilité d'un projet de démocratie sociale et politique alternatif.

Ces forces sociales montantes en Amérique Latine agissent les unes, dans un contexte de légalité et les autres sont dans une clandestinité modérée ou en lutte armée contre l'Etat, dans les pays où la dissidence dans la société civile n'est pas admise. On ne peut pas nier l'élan que ces forces sociales produisent dans la renégociation des systèmes de participation et de décision consacrés jusqu'à présent par la démarche de la légalité formelle démocratique.⁴

Tout ceci nous permet de formuler une hypothèse, en partant de la crise de légitimité du modèle démocratique représentatif en Amérique Latine, des contradictions fondamentales entre l'Etat et la société, entre le gouvernement et le bien-être social de la majorité. Comment assimiler, réduire ou neutraliser un conflit social de plus en plus grandissant sans faire appel fréquemment aux appareils de répression de l'Etat? Dans la mesure où l'organisation sociale et politique est basée sur un système de production axé sur la logique du capital et de la plus-value, il est impossible d'élargir vers le collectif social subordonné les droits qui sont jusqu'à présent le privilège des minorités.

Les recherches faites en partant de la méthode marxiste sur les formations sociales du "capitalisme périphérique" pourraient confirmer notre hypothèse. Ceci, malgré la tournure prise par l'évolution du capitalisme mondial (très différente à certaines thèses sociales et politiques du marxisme classique) et à la diversité structurale des sociétés latino-américaines. Néanmoins, la crise politique actuelle de l'Amérique Latine semble être en train de créer les conditions nécessaires pour l'éclosion d'une nouvelle conscience historique de la démocratie et pour l'enjeu d'une alternative socialiste.

Les forces sociales montantes commencent à se grouper et à organiser, conjointement avec quelques uns partis de gauche et les classes subordonnées, des canaux de participation politique plus directs. Ceci est le résultat d'un processus de représentation qui surgit de la souveraineté populaire réprimée. Ces nouvelles forces ont l'intention, non seulement de casser les "pactes électoraux" qui manipulent ou conditionnent le vote des secteurs marginaux, mais aussi de promouvoir et de consolider des organisations non-gouvernementales. Ces dernières ont un haut niveau d'autonomie institutionnelle et leur message est capable de rassembler des masses qui pourront avoir des influences sur l'exercice du pouvoir.

3 Cfr. O'Donnell, Guillermo. "Transiciones, continuidades y algunas paradojas", en: *Cuadernos Políticos*. n° 56. Era (Enero-Abril). México, 1989. pp. 20-36.

4 Cfr. Gómez-Calcaño, Luis. "Venezuela: perte de la légitimité démocratique et coup d'Etat", en: *Problèmes d'Amérique Latine*. La Documentation Française. n° 6. Nouvelle série (Juillet-Septembre). Paris, 1992.

Cette dialectique a l'intérieur de l'ordre hégémonique permet aussi un pluralisme idéologique chaque fois beaucoup plus contestable et critique, ce qui devient une arme efficace pour faire un véritable processus de démocratisation et de pratique anti-idéologique.

La lutte pour une alternative démocratique basée sur la liberté et sur les droits humains s'est imposée comme la condition essentielle pour organiser de nouvelles relations citoyennes axées sur une authentique pratique de justice sociale. C'est le signe du temps, qui marque les nouveaux scénarios de la coexistence nationale et internationale dans un processus de reformulation permanente. Ce principe devrait caractériser le nouvel ordre social auquel on aspire.⁵

En partant de ce propos, la pensée critique de gauche a développé et systématisé pendant les dernières années la nouvelle pensée politique latino-américaine. C'est-à-dire la démocratie, comprise comme l'opportunité plurielle et ouverte de coexistence et de création, c'est la référence la plus significative pour une véritable compréhension socialiste de la société. Mais le progrès et les aspirations obtenues parfois sur le plan politique, n'ont pas toujours dans les sociétés très conflictuelles une relation directe avec le développement social.

Ajoutons-y les énormes différences existantes entre les niveaux de vie du Nord et du Sud, ce qui aggrave la crise, ainsi que les déséquilibres existants à l'intérieur des formations socio-culturelles des sociétés latino-américaines. Cependant, la prise de conscience de cette réalité a commencé à créer une nouvelle culture de la solidarité, seule voie pour obtenir la collaboration de la communauté dans les pays latino-américains.

Une autre réalité observée en Amérique Latine c'est la façon dont notre collectif social cherche à vivre sa propre historicité dans une ouverture et une intégration non coloniales. Et celui-ci c'est précisément un autre trait des pressions que les forces sociales sont en train d'exercer sur les alternatives démocratiques montantes.

Réussir ce projet de critique à l'hégémonie doit être le but de la pensée politique en Amérique Latine. A la lumière de ce projet, le défi de la modernisation devient plus évident. L'intégration régionale est une condition indispensable pour la modernisation. Depuis les luttes d'indépendance les peuples ont compris qu'une Amérique Latine éparpillée perdait sa capacité d'action. Dès lors, mais avec une vision plus réaliste, est né lors de ces dernières décennies une tendance qui cherche à obtenir cette intégration indispensable. Toujours dans ce même ordre d'idées, il y a une tendance grandissante à casser le modèle hégémonique instauré par un système de production et de consommation aliénant, en quête de nouvelles formes d'intégration et de coopération, ce qui contribuera à renforcer la transformation productive, la démocratisation et la justice distributive.

Développer et approfondir la démocratie sociale signifie non seulement atteindre un idéal civil et politique, mais aussi un objectif ayant un contenu social et économique réel. Un tel concept contemporain de la démocratie part des droits du citoyen, considérés non seulement comme ceux qui veillent sur la protections des citoyens, mais qui sont capables d'induire des changements structuraux pour rectifier les insuffisances du système, en développant la justice et en éliminant la pauvreté.

5 Cfr. Weffort, Francisco. "La Amérique Latine Fourvoyé: Notes sur la Démocratie et la Modernité" in: *Problèmes d'Amérique Latine*. La Documentación Française. n° 1. Nouvelle série (Avril-Juin), Paris, 1991. pp.5-29.

Ce projet doit faire face à l'universalisme et à l'homogénéité programmés par le courant néo-libéral actuel selon lequel, seulement le libre déploiement des forces du marché et une "éthique" du travail qui privilégie la production sur toute autre valeur humaine, son capable de mener au bien-être collectif. Selon le libéralisme il y a une seule forme d'accéder à la liberté et au bonheur humains: la concurrence individuelle et le bien-être matériel dans une économie de marché non soumise à des restrictions extra-économiques.

Il faut un grand effort théorique et pratique de la philosophie antihégémonique pour modifier l'économie, pour réduire l'Etat, pour changer le système politique, la culture de masses et l'industrie de la consommation; pour supprimer la scission entre l'éthique et la politique, entre l'éthique et le marché et pour récupérer l'imaginaire et la liberté d'un collectif humain ayant souffert l'alienation presque complètement de sa subjectivité.

La situation de crise actuelle et de perte de la légitimité de l'hégémonie bourgeoise en la Amérique Latine, semblerait être en train de créer les conditions qui permettraient de pronostiquer, même à long terme, une alternative socialiste pour la démocratie dans laquelle les formes de relation sociales, de participation politique et de production économique ne seraient pas interférées par des antagonismes et par des conflits de classes.

L'engagement politique de la majorité des exclues avec la pensée critique latino-américaine assume le projet socialiste de la démocratie comme la seule forme d'aller au-delà d'un "*sistema populista de conciliación burguesa*". Pour ce faire, la praxis révolutionnaire continue à être le seul moyen pour atteindre un telle fin. Démocratie, construction nationale, intégration et modernité tout cela doit être considéré globalement dès le départ de la pensée marxiste. Si la consolidation de la démocratie en la Amérique Latine dépend de la capacité des pays latino-américains à retrouver leur sens de la viabilité nationale, celui-ci dépend, quant à lui, de leur aptitude à relancer non seulement le développement économique mais aussi la construction des théories sociales émergents. La démocratie dépend, dans une large mesure, de la manière dont se combinent ces tendances contradictoires de croissance de fondements de la démocratie politique et de croissance du corporativisme de la démocratie social. Cependant, si nous souvenions à Marx il faut dire que la crise actuelle de l'Amérique Latine doit être considéré comme une étape d'un processus de développement de la société capitaliste dans cette partie du monde. Devons-nous maintenant chercher comment est-il possible l'existence des sociétés latino-américaines dans le système internationale capitaliste dont elle fait partie.⁶

6 Ibidem.